

7 mars 1936

Hitler reconquiert la Rhénanie

Le Führer a décidé de réoccuper la région rhénane, ce marche pied parfait pour attaquer la France mais démilitarisé depuis 1918. Timorés, les généraux français déconseillent toute intervention, à la satisfaction de Londres et de Washington. Une inaction qui scellera le destin de l'Europe. PAR JEAN-YVES LE NAOUR



En remilitarisant la Rhénanie, en complète violation des traités de Versailles (1919) et de Locarno (1925), le chancelier Hitler montre en quelle estime il tient le droit international. Pour mener à bien son programme expansionniste, avec l'annexion de l'Autriche et la conquête de la Tchécoslovaquie et de la Pologne en ligne de mire, il doit d'abord assurer la sécurité du territoire allemand face à la France, et en finir avec la démilitarisation de la Rhénanie.

Il joue là le sort de son régime sur un coup de dés. Si jamais l'armée française intervient, il y a de fortes chances

pour qu'il soit balayé. Avec le recul, les historiens affirmeront que la dernière occasion d'empêcher la guerre et de renverser le III^e Reich a été perdue. Le 7 mars 1936 est l'un de ces moments clés où tout se joue. Les témoins des événements ont-ils été aveugles ou bien ont-ils manqué de courage? Pourtant, jamais coup de force n'a été aussi prévisible. Et cependant, quand il survient, la surprise est générale et le gouvernement français incapable d'adopter une position claire.

Depuis le réarmement de l'Allemagne et le rétablissement du service militaire en 1935, Paris ne se berce pourtant pas d'illusions: un jour, Berlin tapera du poing sur la table et exigera de reprendre le contrôle militaire de la rive gauche du Rhin. Les articles 42-44 du traité de Versailles, librement réaffirmés en 1925 à Locarno, où Français et Allemands reconnaissent mutuellement leurs frontières, stipulent que la Rhénanie est neutralisée. Ces dispositions garantissent à la France et à la Belgique l'impos- •••



AURIMAGES

Défaite Le 7 mars 1936, un détachement de 3 000 hommes de la toute jeune Wehrmacht – créée les mois précédents – entre en Rhénanie. *Le Canard enchaîné* se gausse (« L'Allemagne envahit l'Allemagne »). En réalité, la France vient de perdre la paix...

... sibilité d'une attaque brusquée, en même temps qu'elles laissent une porte ouverte pour une éventuelle invasion de l'Allemagne si jamais cette dernière s'en prenait aux alliés tchécoslovaques et polonais. Hitler est bien conscient que toute politique d'expansion à l'est passe par la fermeture de cette porte à l'ouest. Et dès mars 1935, le président du Conseil, Pierre Laval, interroge les militaires sur la conduite à tenir en cas de remilitarisation brutale. La réponse du général Gamelin est consternante: la stratégie défensive de la France, derrière la ligne Maginot, ne prévoit pas une opération en Allemagne.

En janvier 1936, la presse allemande se remplit d'imprécations contre la France. La campagne est si vive que l'ambassadeur à Berlin, André François-Poncet, se précipite chez le ministre des Affaires étrangères, von Neurath, qui le rassure. Jamais, lui dit-il, l'Allemagne ne dénoncera le

traité de Locarno. Inquiet, le ministre français des Affaires étrangères, Pierre-Étienne Flandin, profite des obsèques du roi d'Angleterre, George V, pour sonder son homologue britannique Anthony Eden: que fera la Grande-Bretagne en cas de violation des traités? Eden lui renvoie la question: que fera la France? Flandin est bien en peine pour répondre car Paris n'a arrêté aucune position. L'avis des deux ministres est de négocier plutôt que d'être placés devant le fait accompli. En échange d'une remilitarisation contrôlée et limitée, on pourrait peut-être arracher à Hitler quelques garanties de sécurité.

Les militaires français, Gamelin en tête, se défaussent

Le 7 février 1936, Flandin pose donc la question en Conseil des ministres. En dehors du recours à la SDN et d'une action commune avec la Grande-Bretagne, la réponse est évasive. Mais que

faire si l'Allemagne ne respecte pas le verdict de la SDN? Faudra-t-il alors prendre les armes? Et si la Grande-Bretagne ne veut pas s'engager, faudra-t-il y aller seuls? À vrai dire, la réponse dépend beaucoup des militaires. Gamelin, aussitôt consulté, se contente de préciser qu'en cas de remilitarisation de la Rhénanie, il prendra des mesures pour assurer la couverture du territoire français! Il ne s'agit pourtant pas de prévoir une invasion du pays. Il est clair qu'il ne veut pas faire grand-chose. Comme les bruits de préparatifs hostiles se confirment, le ministre de la Guerre, Louis Maurin, s'émeut: «Nous sommes à la veille d'une guerre.» Le président du Conseil, Albert Sarraut, est étonné de voir les militaires se défausser – «Comme réflexe d'énergie, c'est un peu faible.»

Le 27 février, compte tenu des oppositions à une intervention, il arrête la position de la France à un simple



appel à la SDN et aux deux puissances garantissant les accords de Locarno, l'Angleterre et l'Italie. Mais depuis la conquête de l'Éthiopie – qui lui a valu une condamnation et des sanctions économiques de la part de la SDN –, l'Italie de Mussolini branle dans le manche, et il est certain qu'il ne faudra pas compter sur elle pour défendre un droit international qu'elle a été la première à remettre en cause.

Le 2 mars, après un mois d'hésitations, Hitler prend sa décision. Une légende tenace prétend que le dictateur a tordu le bras à ses généraux. Ces derniers sont pourtant tous convaincus de la justesse de la cause allemande. De même, l'idée souvent énoncée que les forces allemandes se seraient repliées sans combattre n'est pas exacte. Certes, les petits détachements entrés en Rhénanie sont incapables de tenir tête à l'armée française, mais leurs instructions consistent à mener des combats retardateurs en attendant que la ligne de résistance s'établisse sur le Rhin. Cette légende d'une armée allemande terrorisée et prête à se débander sert à amplifier la démission coupable des

“Les généraux approuvent Hitler et la troupe a ordre de se battre si les Français attaquent”

responsables politiques français. Dans les faits, elle n'est pas exacte, mais elle reste largement partagée dans la mémoire collective.

Le 7 mars au matin, les ambassadeurs de France, de Grande-Bretagne, de Belgique et d'Italie sont convoqués par von Neurath. Ce dernier leur remet un mémorandum par lequel le gouvernement allemand dénonce le traité de Locarno, et ajoute oralement que des unités militaires entrent actuellement sur la rive gauche du Rhin «à titre symbolique». À midi, Hitler s'exprime devant les députés du Reichstag, rassemblés à l'opéra Kroll dans un décor wagnérien à la mesure du Führer. Tonnerre d'imprécations contre le traité

de Versailles, la France et le bolchevisme. Quand Hitler annonce la remilitarisation de la Rhénanie, c'est l'explosion de joie, les bras tendus et des «Heil!» à n'en plus finir. Armand Bérard, secrétaire de l'ambassade de France à Berlin, assiste à l'événement. «Ces gens-là sont fous, constate-t-il. Ils nous mèneront aujourd'hui ou

demain à la guerre; il faut être aveugle pour ne pas le voir.» Le problème, c'est que les Anglo-Saxons ne voient pas le problème. Devant l'ambassadeur américain qui est à ses côtés, Bérard s'indigne que Hitler déchire ainsi un traité. «Et la question des dettes?», lui réplique l'Américain, sous-entendant que la France – qui a cessé de payer ses dettes de guerre envers Washington quand les réparations allemandes ont été suspendues en 1931 – est au moins aussi coupable que l'Allemagne.

Pour les Britanniques, l'ennemi «c'est la France» !

Pour Londres comme pour Washington, la France est vue comme un pays revanchard, haineux, incapable de se réconcilier avec son voisin. Sans la mauvaise volonté de Paris, il n'y aurait jamais eu de nazisme, prétendent-ils. Le coupable, c'est donc la France. «Hitler ne fait que rentrer chez lui», écrit Lord Halifax, leader de la Chambre des lords. L'ancien Premier ministre Ramsay MacDonald se réjouit de la «sévère leçon» que le chancelier Hitler a administrée à la France, et qui amènera certainement cette dernière à plus de souplesse. «Il faut le dire encore et encore, la France est l'ennemi», a écrit MacDonald, noir sur blanc, dans son journal, quelques mois plus tôt. Les Britanniques n'ont à l'évidence rien compris.

Hitler a bien choisi la date. Le 7 mars est un samedi et le week-end est sacré en Angleterre. La première réaction de Londres est d'annoncer que le cabinet ne précisera pas son point de vue avant le lundi matin, et de demander à la France de ne prendre aucune initiative isolée d'ici-là. Autrement dit, perdre du temps, et laisser aux Allemands tout loisir de s'installer et de fortifier leurs positions. La Wehrmacht...

Rupture Devant les membres du Reichstag réunis à l'opéra Kroll de Berlin, Hitler s'apprête à prononcer le discours annonçant l'entrée en Rhénanie. Une action qui revient à déchirer le traité de Versailles et qui peut déboucher sur une guerre à laquelle le régime n'est pas forcément prêt.

Crédulité à la une
Le 5 avril 1936, *Le Petit Journal* veut croire à la bonne volonté de Hitler et des ministres des Affaires étrangères Flandin (à g.) et Eden (à dr.) pour maintenir la paix. Un optimisme bien téméraire, tant le chancelier allemand multiplie les mensonges.



... n'est pourtant pas en situation de force. Sur les 30 000 hommes qui passent le Rhin, seul un détachement de 3 000 soldats s'avance au cœur de la rive gauche. «Une seule division française aurait suffi à mettre fin à l'aventure», allègue l'historien britannique Ian Kershaw. Hitler dira lui-même plus tard: «Si les Français avaient marché en Rhénanie, nous aurions dû nous retirer la queue entre les jambes.» Il assurera que les quarante-huit heures qui ont suivi son discours «ont été les plus angoissantes de sa vie». En réalité, le coup de poker est moins risqué qu'il n'y paraît: les Français ne veulent pas la guerre, ils restent attachés à l'idée

de sécurité collective, craignant de se séparer de la Grande-Bretagne, alors que des élections législatives ont lieu dans six semaines à peine. On voit mal un gouvernement de transition comme celui de Sarraut se lancer dans une aventure sans l'assentiment de l'opinion ni des parlementaires...

Et puis, Hitler est malin et souffle le chaud et le froid. Pour rassurer Londres et Paris, il ne propose rien moins qu'un pacte de non-agression de vingt-cinq ans avec la France et la Belgique, un accord de limitation de la course aux armements et une démilitarisation mutuelle des deux côtés de la frontière, en France et en Allemagne. Il annonce

même qu'à ce prix il pourrait revenir siéger à la SDN! Oublions donc la gifle et saisissons la main tendue. «Une chance de reconstruire», titre le *Times* du 9 mars. Voilà pourquoi les Anglais ne vont pas soutenir la France. Ils tombent dans le piège allemand. Le cynisme de Hitler est cependant sans limites car la proposition de la démilitarisation mutuelle de la frontière inclut la ligne Maginot et laisserait donc la France sans défense.

La prédiction visionnaire de Georges Mandel...

Le 7 mars, peu après 10 heures, Albert Sarraut réunit un Conseil des ministres qui penche pour une réponse militaire. Mais Gamelin ne veut rien faire sans mobilisation générale. Interrogé sur les chances de succès de la France, il estime qu'elle aura le dessus au départ mais qu'en cas de guerre longue, la puissance industrielle allemande fera pencher la balance. Il faut donc absolument avoir la Grande-Bretagne à ses côtés. Mais que faire puisque celle-ci ne veut rien faire? Abusés par la propagande allemande, les généraux français surestiment les capacités de la Wehrmacht qui n'est alors pas au niveau de l'armée française. C'est cette erreur d'interprétation, doublée d'une inadaptation de l'outil militaire national à l'offensive, qui conduit Gamelin à ne pas vouloir engager les hostilités.

Le Conseil des ministres du lendemain 8 mars est décisif. Les militaires campent sur la mobilisation générale. Or, à quelques semaines des élections législatives, le gouvernement n'en veut pas. La solution consiste donc à s'en remettre à la SDN qui condamnera la violation des traités et édictera des sanctions. La France a capitulé! Georges Mandel, ministre des PTT, lance cet avertissement en vain: «Si nous laissons sans réponse cette provocation, Hitler sera persuadé qu'il peut tout tenter sans que la France bouge. Et il tentera tout. [...] Faites attention! Nous devons prendre une décision historique, car [...] nous ne pourrions plus nous porter au secours des États auxquels nous avons promis assistance.»

À 19h30, Sarraut prononce un discours radiodiffusé où il lâche cette

Le prétexte du pacte franco-soviétique

En 1935, Pierre Laval conclut un traité d'assistance mutuelle avec l'URSS, sans toutefois aller jusqu'à l'alliance militaire. L'Auvergnat veut impressionner Hitler et l'amener à une politique de compromis. Quand ce traité est ratifié en février 1936, Hitler prend ce prétexte pour justifier la remilitarisation de la Rhénanie. Et beaucoup tombent dans le panneau. Le général Gamelin demande au

gouvernement de ne pas provoquer Hitler! Le 8 mars, le ton de la presse d'extrême droite est édifiant: «Nous n'avons pas à marcher contre Hitler avec les soviets», tonne Maurras dans *L'Action française*. *Le Matin*, lui, dénonce le péril bolchevique. Si bien qu'un touriste persan de passage pourrait s'imaginer que Staline vient d'envahir la Rhénanie et menace la France! En fait, un retournement

idéologique est à l'œuvre. Les nationalistes, traditionnellement antiallemands, placent désormais l'anticommunisme au premier rang de leurs combats. Ils sont majoritairement persuadés que l'on peut s'entendre avec l'Allemagne et que l'URSS veut la guerre. Ainsi, dès 1936, on voit fleurir le slogan «Plutôt Hitler que Staline», qui se transformera ensuite en «Plutôt Hitler que Blum».



Maltraité En mai 1935, Laval (à la g. de Staline) conclut un traité franco-soviétique d'assistance mutuelle à la colère de l'extrême droite française, qui penche pour Hitler.



GRUB KHARBINE / LA COLLECTION

Inertie internationale Lâché par ses alliés, bien mal conseillé par son chef des armées, Paris prend la plus inutile des décisions : porter ses réclamations devant l'impuissant conseil de la Société des Nations à Londres, le 16 mars 1936.

phrase martiale qui lui sera tant reprochée : « Nous ne laisserons pas Strasbourg à portée des canons allemands. » La presse l'accuse aussitôt de bellicisme ; dans quelques mois, on blâmera sa couardise. Sarraut voulait simplement impressionner Londres – à la veille d'une rencontre entre Flandin et Eden – et l'opinion publique pour qu'elle fasse bloc derrière le gouvernement. Rien ne fonctionne. Il faut dire que Flandin a déjà télégraphié à Eden que la France n'interviendra pas seule. Quant à l'opinion, personne ne soutient l'option militaire. À l'instar de la presse britannique, *Le Canard enchaîné* écrit que « l'Allemagne a envahi l'Allemagne ». On ne va pas faire la guerre pour si peu ! Les Français se contentent donc de siffler Hitler quand il apparaît aux actualités cinématographiques.

« Nous avons perdu la paix »

Le lundi 9 mars, la Grande-Bretagne se rallie au recours à la SDN. Service minimum. La réunion du conseil de la SDN, délocalisée à Londres, est fixée au 14 mars... assez loin pour que les Allemands se fortifient et que la solution militaire devienne de plus en plus improbable. Les discussions s'enlisent, à dessein, du 14 au 19 mars, avant de s'achever par la condamnation unanime

de l'Allemagne. Rien de plus. Quand la France demande des sanctions, la discussion est repoussée puis enterrée. Les Britanniques ne veulent pas braquer Hitler mais, au contraire, saisir l'occasion de la « paix de vingt-cinq ans », qu'il leur a fait miroiter. Les Français, menacés par l'Allemagne, se font donc berner par leurs amis anglais, mais ces derniers ne tardent pas à subir une amère déconvenue. Le 7 mai, quand ils s'adressent à Hitler pour en savoir plus sur ses propositions de paix, ils ne reçoivent aucune réponse...

Il sera facile aux dirigeants français de faire de la Grande-Bretagne le bouc émissaire de leurs propres lâchetés. Mais la réalité est que la France n'a pas voulu engager seule le combat. Churchill, le plus francophile des politiciens britanniques, sera d'ailleurs assez sévère : « Si le gouvernement français avait été à la hauteur de sa tâche, il aurait immédiatement ordonné la mobilisation générale et obligé ainsi tous les autres à se rallier à lui. Après tout, il s'agissait pour la France d'être ou de ne pas être. Tout gouvernement français digne de ce nom eût pu prendre de lui-même une décision. » Et quand Flandin vint se lamenter auprès de lui que le Premier ministre, Stanley Baldwin, refusait d'appuyer l'option militaire,

Churchill l'exécuta d'une phrase : « Clemenceau ou Poincaré n'auraient pas laissé le choix à M. Baldwin. » Flandin revient de Londres abattu. Oui, il aurait fallu intervenir plutôt que de demander aux uns et aux autres le droit de se défendre. « Maintenant, nous avons perdu toute autorité en Europe. Nous avons perdu la paix », se désole-t-il.

Les conséquences sont en effet terribles. La fortification de la Rhénanie ferme la porte du Rhin et complique le devoir de la France d'intervenir si ses alliés sont attaqués. En Tchécoslovaquie, Pologne, Roumanie et Yougoslavie, on s'interroge : la France sera-t-elle fidèle à sa promesse ? La Belgique, qui s'inquiète, abandonne Paris et retourne à la neutralité. La Pologne, elle, s'oriente vers une politique d'entente avec l'Allemagne. « Cette faute capitale est la cause de l'effondrement tragique de la France. Elle fut le premier acte de l'histoire de Munich », s'apitoiera Edvard Beneš, le président tchécoslovaque. En 1965, passé de la diplomatie à la littérature, l'ancien secrétaire général du Quai d'Orsay Alexis Léger, devenu Saint-John Perse, écrit de même : « C'est à la conférence de Londres, en mars 1936, et non à Munich, que gît la véritable responsabilité du débordement hitlérien. » Ce premier abandon a conditionné tous les autres. La France n'a pas tapé du poing sur la table alors que sa sécurité était menacée et qu'elle était en position avantageuse. Il sera encore plus difficile d'agir quand il faudra assurer la sécurité de son allié tchécoslovaque, avec une armée allemande renforcée et des fortifications érigées en Rhénanie.

Richelieu affirmait avec sagesse que « pour un État, supporter une injure sans en tirer raison, c'est en attirer une autre ». La question que pose la remilitarisation de la Rhénanie, bien avant Munich, est celle du droit face à la force. La force du droit ne peut triompher du droit du plus fort que si l'on est décidé à la faire respecter. Le reste n'est qu'impuissance. ■

L'auteur. Historien spécialiste de la Première Guerre mondiale et du XX^e siècle, il a publié de nombreux livres dont *1929-1935. La Crise* (Perrin, 2024).